ASSEMBLÉE NATIONALE

4 avril 2025

SIMPLIFICATION DE LA VIE ÉCONOMIQUE - (N° 1191)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N ° 2201

présenté par

M. Nicolas Bonnet, M. Amirshahi, Mme Arrighi, Mme Autain, Mme Balage El Mariky, Mme Belluco, M. Ben Cheikh, M. Biteau, M. Arnaud Bonnet, Mme Chatelain, M. Corbière, M. Davi, M. Duplessy, M. Fournier, Mme Garin, M. Damien Girard, M. Gustave, Mme Catherine Hervieu, M. Iordanoff, Mme Laernoës, M. Lahais, M. Lucas-Lundy, Mme Ozenne, M. Peytavie, Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, Mme Sandrine Rousseau, M. Ruffin, Mme Sas, Mme Sebaihi, Mme Taillé-Polian, Mme Simonnet, M. Tavernier, M. Thierry et Mme Voynet

ARTICLE 15

Substituer aux alinéas 20 à 30 l'alinéa suivant :

« 1° Le troisième alinéa du I de l'article L. 123-2 est supprimé ; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à garantir la tenue d'une enquête publique pour les projets soumis à autorisation environnementale, et en particulier pour les datacenters. L'article 4 de la loi relative à l'industrie verte a introduit la possibilité de remplacer l'enquête publique par une consultation du public dite "parallélisée", majoritairement menée par voie dématérialisée et ne permettant pas au commissaire enquêteur de présenter un avis favorable ou défavorable. Cette nouvelle procédure offre ainsi des garanties inférieures à celles d'une enquête publique en terme de participation du public.